



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

sommaire

page 3 :

EN BREF D'AFRIQUE...

page 4 :

LES MINEURS ANGLAIS EN GREVE
ILLIMITEE

page 5 :

IL Y A CINQUANTE ANS
MOURAIT LENINE

prix: 1 Franc

N° 13 — 12 février 1974

UNE REUNION SYNDICALE A SIKASSO :

CONQUERIR LE DROIT DE NOUS ORGANISER !

Le renouvellement annuel du bureau d'une Union locale du Syndicat des Travailleurs donne souvent lieu à une véritable cérémonie au Mali.

Syndicat unique pro-gouvernemental oblige : les autorités officielles y sont représentées. C'est même en général elles qui donnent le ton et il n'est bien entendu pas question que les travailleurs y débattent librement de leurs problèmes, et encore moins qu'ils puissent réellement et démocratiquement élire leurs représentants.

Les élections au bureau de l'Union locale du cercle de Sikasso, qui ont eu lieu récemment, ont constitué un exemple parmi d'autres. Les élections, qui devaient désigner les délégués et les secrétaires généraux des Comités d'entreprise, avaient lieu dans la salle de conférences de la mairie de Sikasso, en présence de l'inspecteur régional du Travail et du représentant du commandant de cercle.

C'est devant ces notabilités que le président du Comité de coordination a lancé un appel aux travailleurs qui ne manque pas de sel lorsqu'on connaît la situation des travailleurs dans le pays et les possibilités limitées qu'ils ont dans le syndicat. "Ne nous nourrissons pas d'illusions — déclara-t-il —, il est grand temps que nous nous ressaisissions. Personne ne viendra nous organiser ou défendre nos intérêts à notre place. Quels que soient la valeur et le courage des dirigeants que vous élisez, ils n'auront aucun poids tant que vous ne serez pas unis derrière eux comme un seul homme. La force et l'efficacité d'un syndicat ne viennent pas du sommet, mais de la base, elles résident dans la mobilisation générale."

Et, après cet appel vibrant à l'union derrière les chefs, l'un des secrétaires généraux est venu avec son couplet : "J'espère que tous les travailleurs prendront conscience du rôle à jouer afin de mener à bien la lutte entreprise pour l'amélioration de la vie économique de la nation."

"Amélioration de la vie économique de la nation" — voilà les phrases qui reviennent dans tous les discours officiels et dans tous les discours de responsables syndicaux. Mais les travailleurs constatent que, au sein de cette nation, ceux à qui on demande tout le temps des sacrifices dans l'intérêt de l'amélioration pour tous ne sont pas les mêmes que ceux à qui cette amélioration profite. Les travailleurs ont beau travailler plus, ils continuent à vivre aussi misérablement ; par contre, les officiels, les fonctionnaires moyens et grands, les officiers vivent fort bien, même en ne faisant rien.

Rien d'étonnant à ce que les dirigeants du syndicat unique continuent à nous tenir des discours mensongers concernant la prétendue identité entre nos intérêts et ceux des privilégiés : ils sont payés pour cela.

Par contre, le président du Comité de coordination a raison malgré lui lorsqu'il affirme que personne ne viendra défendre les intérêts des travailleurs maliens s'ils ne s'organisent pas. Il est en effet indispensable que les travailleurs s'organisent. Seulement, s'organiser ne signifie pas s'aligner au garde-à-vous derrière les chefs syndicaux bénéficiant du soutien gouvernemental, ni participer à des cérémonies en écoutant les discours des représentants du gouvernement.

Les travailleurs maliens ont besoin d'un véritable syndicat qui soit leur organisation, où ils puissent discuter librement de leurs affaires et de leurs problèmes, où ils puissent élaborer entre eux les revendications qui leur semblent indispensables et décider démocratiquement des moyens pour les faire aboutir.

Une telle chose est actuellement impensable dans les syndicats gouvernementaux. La conquête de la liberté d'organiser des syndicats non soumis à la tutelle gouvernementale est une revendication indispensable pour tout travailleur !

EN BREF D'AFRIQUE...

COUP D'ETAT EN HAUTE-VOLTA : LAMIZANA SUCCEDE A LUI-MEME

En Haute-Volta, le général Lamizana vient de suspendre la constitution et de dissoudre l'Assemblée nationale.

Ainsi donc, un des derniers pays d'Afrique occidentale où un semblant de parlementarisme survivait bascule à la dictature militaire ouverte. Il n'a même pas été nécessaire de changer la tête : c'est le même général qui, de chef d'Etat constitutionnel, se transforme en dictateur militaire.

A vrai dire, le changement risque de passer inaperçu pour la quasi-totalité de la population de pays. Le nouveau régime pourrait difficilement être plus dur pour tous ceux qui, travailleurs ou paysans pauvres, sont de toute manière écartés de toute participation politique. Seule une petite catégorie d'hommes politiques risque de ressentir le changement.

Finie la petite comédie des discours parlementaires, le petit grouillement d'hommes politiques qui s'agitaient dans l'ombre du général Lamizana, échaffaudant des projets politiques qui ne concernaient qu'eux-mêmes.

Le masque parlementaire est déchiré, la dictature ouverte établie, le problème de la conquête de véritables libertés démocratiques pour tous se pose de façon claire et nette. Mais, pour conquérir ces libertés démocratiques, imposer la liberté de presse et de réunion, la liberté pour les travailleurs de s'organiser dans les partis et les syndicats de leur choix, il ne faut pas compter sur les parlementaires chassés sans gloire : c'est aux travailleurs et aux paysans pauvres de l'imposer.

REPRESSION SANGLANTE AU NIGERIA...

Au début du mois de février, les étudiants de l'université de Lagos avaient organisé une série de manifestations.

Mais le seul langage que connaisse le gouvernement nigérian, c'est celui de la répression. C'est ainsi que, face aux étudiants, il envoya ses "forces de l'ordre", sa police. Police qui, une fois de

plus, a été à la hauteur de sa réputation de sauvagerie. Elle agressa les manifestants, battant un étudiant à mort.

Bien plus, elle n'hésita pas à faire feu, faisant des morts et des blessés.

Manifester au Nigéria est considéré comme un crime susceptible d'entraîner la peine de mort...

... ET ARRESTATIONS AU NIGER

Le gouvernement du Niger de Diouri Hamani n'est pas en reste par rapport à celui de son voisin du Sud. Pour l'instant, la répression n'a pas encore pris une tournure sanglante. Mais onze étudiants et neuf professeurs ont été arrêtés

à la suite du mouvement de grève terminé le 22 janvier. Pour faire bonne mesure, Hamani a fait incarcérer plusieurs fonctionnaires simplement parce qu'ils avaient exprimé leur solidarité avec les emprisonnés.

AU CONGO DE N'GOUABI : ETUDIANTS REPRIMES, TRAVAILLEURS EXPLOITES

Un conflit oppose depuis plusieurs mois le régime de N'Gouabi (République populaire du Congo) aux étudiants de ce pays. Ces derniers protestent contre l'irrégularité et l'insuffisance de leur bourse.

Que N'Gouabi envoie la police contre les étudiants, qu'il les menace d'exclusion de l'université ou même d'incorporation forcée dans l'armée n'a rien de nouveau. N'Gouabi utilise facilement les méthodes de répression et, d'ailleurs, il est relativement plus tolérant vis-à-vis des étudiants que vis-à-vis d'autres couches de la population.

Pour convaincre les étudiants qu'ils ont tort de revendiquer, qu'ils sont malgré tout des privilégiés, N'Gouabi a dû jeter une brève lumière sur le sort des travailleurs. Il déclara en effet : "Les étudiants touchent 25 000 F par mois, somme que beau-

coup d'ouvriers, même après vingt ans de travail ne parviennent pas à toucher, parfois même jusqu'à leur mort".

Il arrive à N'Gouabi de se réclamer du socialisme et des travailleurs. Mais comment se peut-il qu'une somme que les étudiants considèrent à juste raison insuffisante comme bourse soit inaccessible comme salaire pour un travailleur ? Pourquoi un travailleur a-t-il beau travailler de l'adolescence à la mort sans jamais même atteindre cette somme dérisoire de 25 000 F qui laisserait encore sa famille dans la misère ?

C'est une crapulerie que de se dire socialiste, que de se réclamer des travailleurs alors même qu'on maintient cette situation et qu'on n'offre aux travailleurs aucune voie qui leur permette d'accéder un jour à une vie digne de ce nom.

(extrait du Taballé)

LES MINEURS ANGLAIS EN GRÈVE ILLIMITÉE

Depuis le 8 février, 280 000 mineurs anglais sont en grève illimitée. Depuis, dans les cinq grandes régions minières qui produisent tout le charbon du pays, la grève est absolument totale : tout est arrêté, plus une seule pelletée de charbon ne remonte à la surface, plus un seul mineur ne descend dans la mine. L'immense industrie minière britannique est entièrement paralysée.

En fait, il y a longtemps que les capitalistes anglais, comme ceux des autres pays d'Europe, ont déclaré la guerre à tous les travailleurs ; il y a longtemps que la bourgeoisie anglaise cherche à faire payer aux ouvriers les frais de la crise, tandis qu'elle cherche à sauver ses profits. D'abord en organisant la hausse des prix, qui diminue le pouvoir d'achat de ceux qui travaillent. Ensuite en bloquant les salaires : les patrons et leur gouvernement refusent toute augmentation substantielle des salaires.

Face à ces mesures dirigées contre la classe ouvrière et les petites gens, les mineurs d'Angleterre ont choisi de se défendre : ils ont eu recours à une arme efficace, une arme de classe, la grève générale illimitée. Et, déjà, ils ont obtenu un premier succès : ils ont obligé le gouvernement Heath à dissoudre le Parlement et à remettre en jeu son gouvernement. Cette décision de la bourgeoisie est déjà une manière de reconnaître la puissance de l'adversaire. La bourgeoisie anglaise et le gouvernement qui la représente ne se sentent pas sûrs d'eux. Quand les travailleurs sont unis et déterminés, les bourgeois ont peur. Et la décision de Heath d'organiser de nouvelles élections montre que le gouvernement anglais hésite : il sait que les mineurs luttent pour des intérêts qui sont ceux de millions d'autres travailleurs touchés également par la crise et mécontents comme eux. Ils peuvent compter de ce fait sur la sympathie voire l'appui de larges couches de la population laborieuse. Dans ces conditions, un recours à la force risque d'isoler encore davantage le gouvernement. C'est pourquoi il cherche à obtenir par les urnes ce qu'il ne peut pas obtenir par la force : que les mineurs quittent le terrain où ils sont forts pour celui des élections où la bourgeoisie est toujours sûre de vaincre.

Mais il n'est pas dit que le piège électoral réussira ; il n'est pas dit que la plus grande grève générale des mineurs qu'ait connue l'Angleterre depuis cinquante ans sera étouffée par les urnes. Il n'est pas dit que les mineurs feront confiance à des ministres bourgeois, même s'ils se disent "de gauche", même s'ils se disent "socialistes", et qu'ils reprendront le travail sur de simples promesses.

Pour l'instant, la bourgeoisie anglaise hésite parce que les mineurs sont résolus ; elle est faible parce que les mineurs savent qu'ils sont forts. Elle a peur parce que ceux à qui elle cherche à faire payer la crise sont des millions : des millions qui, demain, se joindront peut-être au combat de leurs camarades mineurs.

Vive la lutte des mineurs anglais !

IL Y A CINQUANTE ANS MOURAIT LÉNINE

Il y a cinquante ans mourait Lénine, dirigeant de la première révolution ouvrière victorieuse, celle qui triomphait en Russie en octobre 1917.

Bien des gens commémorent aujourd'hui cet anniversaire, même parmi ceux qui, aujourd'hui, sont parmi les pires ennemis des travailleurs. Mais ce dont les travailleurs conscients doivent se souvenir, c'est que le nom de Lénine est étroitement associé à celui du Parti bolchévique qu'il avait fondé et qui a permis aux ouvriers russes de remporter la victoire sur la coalition des bourgeois, des privilégiés de leur pays et des puissances impérialistes.

Les ouvriers russes ont donné, en 1917, un exemple aux ouvriers de tous les pays. Ils ont remplacé le pouvoir des bourgeois par le leur propre. La Russie était le premier pays dirigé pendant des années non pas par des politiciens bavards ou des fonctionnaires inamovibles méprisant les travailleurs, non pas par des militaires chamarrés, non pas par des représentants d'une minorité de privilégiés, mais par des soviets, c'est-à-dire par de véritables parlements ouvriers. Alors que, dans tous les pays, l'Etat est systématiquement du côté des riches, là, il était aux mains des travailleurs qui prenaient eux-mêmes toutes les décisions et qui en contrôlaient l'application.

Dans les usines, les ouvriers contrôlaient la production et se servaient de leurs milices armées pour s'imposer aux patrons récalcitrants jusqu'à ce que ces derniers soient définitivement chassés. Dans les quartiers, c'étaient des Comités d'ouvriers qui contrôlaient la répartition des logements, imposant le relogement des mal-logés. Dans les campagnes, les paysans constituaient leurs propres comités pour partager les terres des propriétaires fonciers.

Les travailleurs utilisaient le pouvoir ainsi arraché aux bourgeois pour prendre à ces derniers leurs usines et les faire tourner au service de l'ensemble de la société et non pas, comme dans tous les pays capitalistes, pour le profit exclusif du propriétaire de l'usine.

Le but des travailleurs soviétiques et de leur parti, le Parti bolchévique, était de bouleverser de fond en comble la vie sociale, de façon à y supprimer toute exploitation, toute oppression de l'homme par l'homme et, à terme, toute inégalité. Le but était de faire en sorte que la société assure à chacun de ses membres la satisfaction de leurs besoins et le libre épanouissement de leurs possibilités, autrement dit construire une société socialiste.

Pour cela, le premier obstacle à vaincre était la bourgeoisie et les privilégiés, qui tirent justement leurs privilèges et leur richesse de l'exploitation des travailleurs ou des paysans pauvres. Cet obstacle-là, les ouvriers l'ont vaincu. Mais il fallait également qu'il y ait suffisamment de richesses pour que, le fruit de la production équitablement réparti, chacun puisse bénéficier de tous les biens que la société est capable d'offrir. La Russie était un pays trop pauvre pour que cela soit possible ; d'ailleurs, à notre époque, où les économies des différents pays sont liées les unes aux autres par une multitude de liens, où chaque pays a besoin de ce que produisent les autres, aucun pays ne peut tout seul créer une véritable société socialiste chez lui.

Cela, le Parti bolchévique le savait bien. Aussi, toute sa politique était une politique internationaliste, visant à aider les ouvriers des autres pays à s'émanciper également, de façon à ce que les travailleurs au pouvoir dans divers pays puissent s'associer, mettre en commun leurs richesses respectives et complémentaires. Dans le cadre de cette politique, Lénine et le Parti bolchévique ont pris l'initiative de fonder une Internationale Communiste, regroupant dans une organisation internationale unique tous

les partis oeuvrant pour l'émancipation de la classe travailleuse.

Cette politique a malheureusement échoué. Les travailleurs des autres pays n'ont pas réussi à vaincre leur propre bourgeoisie, parfois en raison des circonstances et à la suite de défaites dans des combats héroïques, en général parce qu'ils n'avaient pas un parti aussi compétent, aussi efficace, ou simplement aussi acquis à leurs intérêts que le Parti bolchévique.

La révolution russe s'est trouvée isolée. La pauvreté du pays a pris le dessus, et les hommes auxquels les travailleurs ont confié leur pouvoir s'en servirent au profit de leurs intérêts particuliers. Au sein de l'Etat naquit et se développa une bureaucratie hostile aux intérêts des travailleurs.

Lénine, dirigeant de l'Etat soviétique, était conscient du danger. Il a consacré les derniers mois de sa vie à combattre cette bureaucratie naissante, qui envahissait tout, étouffait tout et dont les membres ont trouvé leur représentant dans la personne de Staline.

Lénine est mort en janvier 1924, sans voir la cause à laquelle il avait consacré sa vie foulée aux pieds par une bureaucratie qui continuait cependant à se réclamer de lui.

L'Union Soviétique d'aujourd'hui a bien peu de choses en commun avec la Russie de 1917. La révolution a été trahie, et les Brejnev et les autres dirigeants sont parmi les pires ennemis des travailleurs. Cependant, l'Union Soviétique est la seule grande puissance où, même aujourd'hui, les usines, les terres, les machines n'appartiennent pas à quelques capitalistes ou à quelques trusts mais à l'Etat. En ce sens, l'Etat ouvrier dégénéré d'Union Soviétique garde encore l'empreinte de la puissante révolution prolétarienne de 1917.

CAMARADE,

Toi qui veux agir pour l'émancipation des travailleurs africains,
lis et fais connaître la presse de l'Union Africaine des Travailleurs
Communistes Internationalistes.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétiennes, musulmane, animistes ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accomodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiters.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.